



CCFNU54 : du 1^{er} au 12 mars 2010
Examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du
Programme d'action de Beijing de 1995, 15 ans après
leur adoption, et des textes issus de la 23^e session
extraordinaire de l'Assemblée générale (2000)

Rapport de la délégation du mouvement syndical

Qu'est-ce que la
Commission de la
condition de la femme
et pourquoi est-elle
importante?



La [Commission de la condition de la femme des Nations Unies](#) (CCFNU) est le principal organisme mondial de décision sur l'égalité de la femme aux Nations Unies.

Chaque année, les États membres (principalement des gouvernements) se réunissent pendant deux semaines au siège de l'ONU à New York pour examiner les progrès

qui ont été faits dans le monde relativement à l'égalité de la femme par rapport à certains thèmes.



Commission on the
Status of Women

La 54^e session de la CCFNU, qui a eu lieu du 1^{er} au 12 mars 2010, avait pour objectif principal d'évaluer la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing de 1995, soit 15 ans après leur adoption. Quel chemin avons-nous parcouru? Qu'avons-nous accompli? Et que reste-t-il à faire pour réaliser les engagements touchant l'égalité de la femme que les leaders mondiaux ont pris à la Conférence mondiale sur les femmes de Beijing en 1995 et les objectifs du Millénaire pour le développement qui ont été formulés en 2000?

Participation de la société civile

La CCFNU permet la participation de la société civile par l'intermédiaire d'observatrices et observateurs provenant d'organisations officiellement accréditées par le Conseil économique et social de l'ONU. Concrètement, des milliers de représentantes d'organisations non gouvernementales (ONG), de syndicats et de groupes de la société civile assistent à la session annuelle de la CCFNU pour surveiller, évaluer et influencer les résultats des réunions et la position des États membres par rapport aux questions étudiées.

La session de la CCFNU est indéniablement le plus grand rassemblement international de femmes au monde (à l'exception de la Conférence mondiale sur les femmes organisée par les Nations Unies).

Plus de 8 000 représentantes d'ONG accréditées étaient inscrites à la session de 2010. Aucune autre commission de l'ONU ne bénéficie d'une telle participation de la société civile.

La délégation syndicale

Des représentantes de quatre organismes syndicaux internationaux – la Confédération syndicale internationale (CSI), l'Internationale des services publics (ISP), l'Internationale de l'éducation (IE) et UNI Global Union – formaient la délégation syndicale et ont travaillé

ensemble pendant les réunions de la CCFNU.

Nous visons à intégrer la perspective des syndicats et la défense des droits des travailleuses et travailleurs aux discussions internationales sur l'égalité de la femme. Nous collaborons entre nous et avec d'autres ONG pour faire connaître les iniquités et la discrimination sous toutes leurs formes. Nous exerçons des pressions pour des emplois décentes, des services publics de qualité, des systèmes d'enseignement public de qualité et le respect des droits des femmes comme des conditions à l'égalité des sexes partout dans le monde.



Des membres de la délégation syndicale

En 2010, la délégation syndicale à la session de la CCFNU a été plus importante que jamais. Elle regroupait plus de 120 représentantes de syndicats de 41 pays.

La plupart des déléguées étaient sur les lieux dès la première semaine, et quelques autres se sont jointes à nous pour la deuxième semaine – une semaine moins chargée que la première, mais tout aussi importante.

La délégation syndicale a exprimé son mécontentement face aux obstacles à sa participation

Il a été très difficile de participer à la session de la CCFNU de cette année.

Le principal obstacle était de taille : le « document des résultats » – un ensemble de recommandations pour les gouvernements et les organismes intergouvernementaux normalement négociées au cours des deux semaines de réunions – a été rédigé et accepté par les États membres avant la session. La société civile n'a pas été consultée relativement à ce document final.

En raison de ce problème de fond et de diverses difficultés logistiques – des travaux de rénovation dans les immeubles de l'ONU, un accès limité aux réunions officielles ou l'impossibilité d'assister à de telles réunions, le manque de services d'interprétation dans de nombreuses salles (il y a six langues officielles à l'ONU), les mesures strictes de sécurité, les files d'attente (qui ont duré parfois jusqu'à 8 heures), pour n'en nommer que quelques-unes – ont donné l'impression générale que l'ONU ne respectait pas son engagement de faire participer la société civile.



Une des nombreuses files d'attente pour obtenir les lettres de créance de

En réaction à ce chaos, la délégation syndicale a écrit une [lettre ouverte au secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon](#), le premier jour de la session.

Dans cette lettre, des femmes de partout au monde qui ont dû dépenser beaucoup de temps et de ressources pour assister à la session ont exprimé leur découragement et leur profond sens d'un manque de respect.

Nous avons souligné qu'une participation véritable à cette session était d'autant plus importante à l'approche d'autres événements internationaux, notamment le Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement en septembre, et nous avons exhorté M. Ban Ki-moon à intervenir pour s'assurer qu'une telle situation ne se reproduise plus.

Nous avons reçu de nombreux appuis dans notre démarche. Des centaines de représentantes d'ONG ont signé cette lettre qui a été affichée sur le blogue de la délégation syndicale (<http://unioncsw.world-psi.org>).



La lettre de la délégation syndicale à la une du bulletin des ONG à la session de la CCFNU

Rencontre avec la sous-secrétaire générale de l'ONU

En réponse à cette lettre, des représentantes de la délégation syndicale ont été invitées à rencontrer Rachel Mayanja, la sous-secrétaire générale de l'ONU et conseillère spéciale du secrétaire général pour la parité des sexes et la promotion de la femme.

Nous avons expliqué nos préoccupations par rapport au problème de fond et aux difficultés logistiques qui ont empêché notre pleine participation aux réunions de la CCFNU et nous avons réclamé un meilleur accès aux réunions officielles et aux négociations sur des résolutions précises.

M^{me} Mayanja nous a écoutées, a reconnu les nombreux obstacles et nous a assurées de sa volonté à travailler avec nous et d'autres

organismes pour éviter qu'une telle situation se reproduise à l'avenir.

Nous avons profité de l'occasion pour souligner l'importance du thème principal de la session de 2011 – qui aura trait à l'éducation, à la formation et au travail décent – et pour souligner que les syndicats possèdent des compétences dans ces domaines qu'ils peuvent mettre à profit dans le débat. Nous avons exhorté la sous-secrétaire générale d'inclure des représentantes des syndicats au nombre des spécialistes qui s'occupent du travail préliminaire et des analyses en vue de la 55^e session de la CCFNU.



Chidi King (ISP), Marieke Koning (CSI), Rachel Mayanja, Gemma Adaba (CSI), Sarah Bélanger (ISP-AFPC), Marilies Rettig (IE-ETFO), Rebeca Sevilla (IE)

Réalisations de la délégation du mouvement syndical

Les femmes dans une économie mondiale en crise : déclaration présentée à la CCFNU par la CSI, l'IE et l'ISP

En préparation de la 54^e session de la CCFNU, la CSI, l'IE et l'ISP ont conjointement rédigé une déclaration

qui a été présentée au secrétaire général de l'ONU. L'ONU a publié cette déclaration dans son site Web comme une déclaration officielle dans ses six langues de travail (voir http://equality1.typepad.com/files/fr_psi_ei_ituc_joint-statement_2010-1.pdf).



Une participante lit la déclaration conjointe de la CSI, de l'IE et de l'ISP.

Cette déclaration souligne que les femmes ont été durement touchées par la crise financière, la crise alimentaire et la crise climatique.

Nous y recommandons notamment : d'intégrer l'égalité des femmes et le travail décent dans les politiques économiques et sociales mondiales et dans les cadres de travail visant à rétablir la croissance; de mettre de l'avant les recommandations de l'OIT sur la protection des travailleuses; de considérer l'éducation publique et les services publics comme des éléments essentiels de la reprise économique et d'investir dans ces domaines; et de faire participer les syndicats à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques à tous les niveaux.

Séance d'orientation de la délégation syndicale, le dimanche 28 février

S'appuyant sur l'expérience acquise lors des deux sessions précédentes de la CCFNU, le comité organisateur de la délégation CSI-IE-ISP, dirigé par Gemma Adaba de la CSI, a organisé une séance d'orientation pour les syndicalistes.

Cette séance, qui a été un franc succès, a eu lieu le jour avant l'ouverture officielle de la session. Elle a permis aux déléguées syndicales de partout au monde de faire connaissance, de mieux comprendre le fonctionnement de la CCFNU et le rôle de la délégation syndicale et de déterminer comment travailler le plus stratégiquement possible pendant la session. Évidemment, le travail décent, les services publics et l'éducation étaient au coeur des discussions.



Beaucoup de personnes ont assisté à la séance d'orientation de la délégation syndicale.

À cette occasion, nous avons examiné la déclaration conjointe de la CSI, de l'IE et de l'ISP rédigée pour cette 54^e session de la CCFNU et intitulée *Les femmes dans une économie mondiale en crise*. Cette

déclaration a servi de base aux priorités et aux positions que nous avons mises de l'avant pendant la session.

Pendant la séance d'orientation, Jane Hodges, directrice du Bureau de l'Organisation internationale du travail pour l'égalité des genres, a résumé les objectifs de l'OIT à la session de la CCFNU. Elle a souligné que l'égalité des sexes est au cœur de la campagne de l'OIT pour un travail décent.

L'OIT, comme organisme tripartite de l'ONU qui regroupe des gouvernements, des syndicats et des employeurs, peut directement défendre la nécessité de politiques sociales et économiques qui assurent un travail décent et l'égalité de la femme comme un élément essentiel de la lutte antipauvreté dans le monde.

La communication entre nous : séances d'information quotidiennes de la délégation syndicale

Pendant la première semaine, les représentantes du mouvement syndical ont commencé chaque journée par une rencontre pour se retrouver, communiquer des renseignements sur les activités et élaborer des stratégies pour la journée qui les attendait.

La taille de la délégation, les allées et venues et la diversité des langues ont posé certaines difficultés, mais rien d'insurmontable. Les premiers jours, nous nous regroupions selon la langue (anglais, français et

espagnol) dans nos chambres d'hôtel. À partir du troisième jour, nous disposions d'un espace dans le sous-sol de l'immeuble de l'Armée du Salut où nous pouvions tenir des séances d'information générales et traduire les unes pour les autres.



Caucus des représentantes syndicales le premier jour de la session de la CCF



Séance d'information quotidienne à 8 h

Que ce soit sur le coin d'un lit d'hôtel ou dans un sous-sol, les femmes syndicalistes ont beaucoup travaillé, sans trop se soucier de cérémonie et de hiérarchie.

Négociations sur les résolutions clés : participation des syndicats

La déclaration finale de cette session « Beijing+15 » (en remplacement

des habituelles conclusions concertées) ayant été rédigée et acceptée avant la session de la CCFNU, les négociations entre les États membres ont surtout porté sur les résolutions de fond.

Compte tenu de nos priorités, nous avons choisi de suivre de près les négociations concernant la résolution sur l'autonomisation économique des femmes. Certaines personnes syndicales ont aussi suivi les négociations touchant la résolution sur la mortalité liée à la maternité, un sujet qui était au programme du sommet du G8 en juin 2010.

Nous avons créé un comité de rédaction et, à partir des suggestions et des commentaires recueillis, nous avons formulé des propositions de changement à la résolution sur l'autonomisation économique des femmes, ainsi que des motifs. Ces propositions de changement, que les syndicalistes ont examinées et approuvées, portaient surtout sur :

- le maintien et le renforcement des mentions du travail décent, y compris la résolution adoptée à la conférence de l'OIT de juin 2009;
- une affirmation que les services publics, y compris l'éducation, sont nécessaires à l'autonomisation économique, au plein-emploi et au travail décent;
- une affirmation que les services de garde d'enfants sont essentiels à

l'autonomisation économique des femmes;

- des dispositions portant directement sur l'égalité de la femme et sur les femmes comme agents de changement.

Grâce à nos rapports avec nos délégations gouvernementales respectives et en travaillant avec le bureau de l'OIT à l'ONU, nous avons pu obtenir le texte de la résolution au début du processus, assister à certaines séances de négociation et faire pression sur les gouvernements pour qu'ils acceptent nos suggestions.

La [résolution sur l'autonomisation économique des femmes a été adoptée](#) après un marathon de négociation qui a pris fin dans la nuit de la dernière journée de la session. Les principaux États membres ont accepté la plus grande partie du texte recommandé par les syndicats. Certaines des mentions les plus directes au mouvement syndical ont été retirées, mais les points importants ont été conservés dans la résolution finale qui a été adoptée.

[Lobbying auprès des gouvernements](#)

Une des forces de la délégation syndicale aux sessions de la CCFNU est sa diversité. Notre groupe, parce qu'il réunit des personnes de partout au monde, a donc un potentiel de créer des liens avec de nombreuses délégations gouvernementales. Il nous incombe de créer ces liens pour faire du lobbying et recueillir

des renseignements pendant les sessions de la CCFNU.

Par exemple, les représentantes syndicales canadiennes assurent une communication soutenue avec la délégation de leur pays à ces sessions. Chaque année, le gouvernement canadien tient des séances d'information quotidiennes sur les négociations et autres activités à l'intention des ONG canadiennes. Les syndicats canadiens et d'autres organisations de femmes assistent à ces séances, car elles sont des occasions de faire connaître les priorités du mouvement syndical et d'exhorter la délégation canadienne d'incorporer ces priorités dans les négociations et autres discussions.



Séance d'information organisée par la délégation canadienne pour les ONG du Canada

À la session de la CCFNU de cette année, les femmes syndicalistes du Canada ont obtenu une réunion avec la chef de la délégation canadienne, soit la coordonnatrice de Condition féminine Canada (le ministère fédéral chargé des questions liées à l'égalité de la femme). À cette réunion, nous avons discuté des changements que les syndicats proposaient d'apporter à la

résolution sur l'autonomisation économique des femmes et nous avons exprimé nos préoccupations à l'égard de la politique du gouvernement du Canada – notamment en ce concerne le retrait des questions sur le travail non rémunéré dans le recensement national et le retrait des renseignements sur le droit au mariage entre personnes de même sexe dans la documentation sur l'immigration au Canada.

Réseautage entre ONG

Étant l'un des plus grands rassemblements de femmes au monde, la session annuelle de la CCFNU est une occasion idéale pour établir des liens avec des ONG aux vues similaires (et d'en découvrir certaines qui ne sont pas vraiment animées des mêmes idées).

Le Comité des ONG sur le statut de la femme organise une consultation pré-session des ONG, ainsi que des séances d'information quotidiennes pour les ONG intéressées. C'est à l'une de ces séances quotidiennes que les syndicalistes ont distribué la lettre ouverte à M. Ban Ki-Moon pour recueillir des signatures.



Gemma Adaba (CSI) prend la parole lors d'une séance d'information quotidienne des ONG.

La délégation syndicale a assisté à divers caucus d'ONG, notamment des caucus régionaux (organisés par continent), des caucus thématiques (p. ex., le caucus sur la migration et le caucus des filles sur l'accès des jeunes femmes à l'éducation et d'autres sujets).

Activités complémentaires CSI-IE-ISP

La CSI, l'IE et l'ISP ont conjointement organisé deux activités complémentaires très réussies pendant la première semaine de la session.



Karin Amossa (EI-UEN) anime un atelier conjoint CSI-IE-ISP sur l'économie mondiale.

Le premier atelier, qui a eu lieu le jeudi 4 mars, a porté sur **les femmes dans une économie mondiale en crise**. Animé par Karin Amossa du Lararforbundet Union de Suède, cet atelier nous a permis d'examiner l'effet des multiples crises – crise alimentaire, crise financière, crise de l'emploi, crise climatique – sur les chances des femmes d'obtenir un moyen de subsistance décent.

Le deuxième atelier, tenu le vendredi 5 mars, a été **une occasion pour les syndicalistes de discuter des rapports des pays sur « Beijing+15 »**. En préparation à la 54^e session de la CCFNU, tous les États membres devaient soumettre un rapport écrit sur leurs progrès relativement aux objectifs formulés dans le Programme d'action de Beijing.



Des participantes à l'atelier sur les rapports des pays

Dans cet atelier, des panélistes du Canada, de la Turquie, du Ghana et de Trinidad et Tobago ont donné l'heure juste sur le rapport de leur pays. Les participantes ont ensuite discuté de la situation dans d'autres pays, ainsi que des difficultés à surmonter et des stratégies et des moyens que nous utilisons pour inciter les gouvernements à respecter les engagements pris dans le Programme d'action de Beijing et dans d'autres forums internationaux.

Une multitude d'autres activités complémentaires

Comme par le passé, une multitude d'activités complémentaires ont été offertes pendant les deux semaines de la session. Les syndicalistes se

sont partagé une variété d'ateliers sur des sujets d'intérêt, par exemple la justice climatique, les femmes dans des postes de décision, la paix et la sécurité, les médias, les femmes autochtones, la migration, les travailleuses domestiques, etc.

Certaines syndicalistes ont été invitées comme spécialistes à diverses activités complémentaires. Par exemple, Gemma Adaba, de la CSI, a ouvert la discussion à l'atelier sur la migration et le changement climatique en parlant de la banalisation du travail et de l'incidence de ce phénomène sur les droits de la personne.

[Intervention de la secrétaire générale adjointe de l'IE, Jan Eastman](#)

Au début de la première semaine de travaux, la délégation syndicale a demandé l'autorisation d'intervenir pendant une séance plénière officielle de la CCFNU.

C'est la secrétaire générale adjointe de l'IE, Jan Eastman, qui a pris la parole au nom des syndicats. Elle a souligné à nouveau que les femmes à la session de la CCFNU avaient été réduites au silence et qu'il y avait beaucoup à faire pour assurer l'égalité de la femme – à la CCFNU et dans toutes les sphères de la vie économique, politique et sociale.

Plus précisément, elle a demandé aux Nations Unies d'investir dans l'infrastructure sociale pour aider à résoudre la crise financière, d'investir dans l'éducation publique pour les filles, de faire du travail

décent et du dialogue social des réalités et de véritablement intégrer la société civile et les syndicats dans son processus de prise de décisions. Elle a aussi rappelé à la CCFNU que les syndicats ont des compétences directement reliées au thème de la session de l'an prochain – qui porte sur l'éducation, la formation et le travail décent –, ainsi que les ressources pour participer activement aux préparatifs de cette session.

[Communications : le blogue du mouvement syndical](#)

Pour la première fois cette année, la CSI, l'ISP, l'IE et UNI Global Union ont créé un blogue du mouvement syndical en préparation de la session de la CCFNU.

<http://unioncsw.world-psi.org/>

Le blogue a servi de site central pour afficher des documents sur la CCFNU, la lettre ouverte au secrétaire général, des photos, des renseignements sur les réunions et les activités complémentaires, etc.

Le blogue a aussi servi à diffuser des vidéos réalisées sur place avec des représentantes d'organisations syndicales sur leurs expériences à la session de la CCFNU.

Les syndicalistes ont été invitées à rédiger de petits énoncés pour le blogue. Même si cet aspect du blogue nécessite plus de promotion, il ne fait aucun doute que le blogue a été une source d'information utile pour les syndicalistes et les ONG.

CCFNU55

La 55^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies se tiendra du 22 février au 4 mars 2011, à New York, sous le thème « **L'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, y compris pour la promotion de l'égalité d'accès au plein-emploi et à un travail décent** ».



Voilà un thème qui a un intérêt certain pour le mouvement syndical, et la Confédération syndicale internationale, l'Internationale des services publics et l'Internationale de l'éducation ne doivent pas manquer l'occasion de participer au débat.

Que pouvez-vous faire pour vous préparer?

- **Renseignez-vous sur les femmes et l'éducation, la formation, la science, la technologie et le travail décent.** Voici quelques ressources pour débiter vos recherches.
 - **Page Web de l'Organisation internationale du travail sur le travail décent**
 - http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Mainpillars/WhatisDecentWork/lang--en/index.htm (english)
 - http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Mainpillars/WhatisDecentWork/lang--fr/index.htm (français)
 - **CSI**
 - **Énoncés et documents des sessions antérieures de la CCFNU:** Français: <http://www.ituc-csi.org/declaration-des-syndicats-a-la-54e.html?lang=fr> English : <http://www.ituc-csi.org/trade-union-statement-54th-session.html>
 - **Travail décent, vie décente pour les femmes:** Français: <http://www.ituc-csi.org/+decent-work-decent-life-for-women-.html?lang=fr> English: <http://www.ituc-csi.org/+decent-work-decent-life-for-women-.html>

- **Page de l'ISP sur l'égalité des genres** : http://www.world-psi.org/TemplateFr.cfm?Section=Egalité_des_genres1&Template=/TaggedPage/TaggedPageDisplay.cfm&TPLID=14&ContentID=9520
- **Page de l'IE sur l'égalité des genres** : <http://www.ei-ie.org/gender/fr/>
- **Banque de sites Web sur les femmes, la science et la technologie** : http://userpages.umbc.edu/~korenman/wmst/links_sci.html (en anglais seulement)
- **Renseignez-vous sur les Nations Unies**, les femmes et le rôle de la CCFNU. Voici quelques liens qui pourraient être utiles.
 - **Page sur les femmes du site de l'ONU** : <http://www.un.org/fr/globalissues/women/>
 - **Site de la CCF** : <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/index.html> (en anglais seulement)
- **Visitez le blogue de la délégation syndicale à la session de la CCFNU** et informez-vous sur ce que nous avons accompli à la 54^e session. <http://unioncsw.world-psi.org/> (en anglais seulement)
- **Tenez-vous au courant des préparatifs de la CCFNU55** : Visitez le site Web <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/index.html> (en anglais seulement).
- **Parlez à votre syndicat** de la CCFNU55 et de l'importance pour le mouvement syndical d'y participer. Parlez à vos comités des femmes, à vos comités des droits de la personne, à vos leaders et à toutes les composantes pertinentes de votre syndicat.
- **Communiquez avec les représentantes gouvernementales de votre pays ou de votre région chargées des questions liées à la condition de la femme** et demandez-leur de vous parler de leurs intentions concernant la CCFNU55. Demandez-leur quelles mesures concrètes elles prennent au sujet de l'égalité économique des femmes. Demandez-leur quelle est leur position sur le travail décent et ce qu'elles ont fait pour en faire une réalité. Demandez-leur ce qu'elles ont fait pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Informez-vous sur leurs intentions concernant la CCFNU55 – qui fera partie de la délégation et comment on peut communiquer avec les membres de la délégation avant et pendant la CCFNU55. Renseignez-vous sur les activités principales et complémentaires qu'elles préparent. Dites-leur que vous êtes activement

engagées dans le mouvement des femmes et que vous allez leur demander de rendre des comptes!

- **Informez-vous sur ce que les ONG de votre pays ou de votre région font** sur les questions du travail décent et de l'accès à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie. Cherchez à savoir quelles recherches ou actions de lobbying elles mènent sur ces sujets. Restez en communication avec les organisations aux vues similaires pour que nous puissions travailler ensemble avant et pendant la 55^e session de la CCFNU.
- **Gardez-vous au courant** des plans et des activités de la délégation syndicale avant et pendant la 55^e session de la CCFNU.